

# **Intégration des migrants : plutôt rapide : au-delà des impressions subjectives, les statistiques apportent des éléments d'information concrets**

Autor(en): **Guyaz, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2015)**

Heft 2083

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017343>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

au [Bade-Würtemberg](#) ou dans le [Trentin-Haut-Adige](#). Et le [Centre de recherche sur la démocratie directe](#) ne cesse d'être sollicité par des collectivités étrangères.

Certes, depuis plus d'un siècle les conditions d'exercice de la démocratie directe ont profondément changé. Le défi n'est-il pas dès lors d'améliorer ces conditions plutôt que d'en rabattre sur la participation populaire? Si comme l'affirme à juste titre Damir Skenderovic, la démocratie directe implique

un débat argumenté dans l'espace public, alors c'est la qualité de cet espace public qu'il s'agit de promouvoir.

En donnant aux partis politiques les moyens de se faire entendre puisqu'ils jouent un rôle primordial dans la formation de l'opinion. Et, en contrepartie, en instaurant la transparence des moyens financiers engagés dans les campagnes référendaires. En développant, très en amont des votations, les forums et autres tables rondes citoyennes, à

l'image de ce que réalise le [Centre d'évaluation des choix technologiques](#), de manière à mettre en évidence les conséquences possibles d'une initiative.

Bref, pour éviter que ne se répète la campagne lamentable sur la redevance radio-TV, monopolisée par les mensonges et les diffamations propagés par [l'Usam](#). Si les outrances et la démagogie prennent le pas sur le débat, c'est bien parce que l'espace public n'est pas suffisamment occupé.

## Intégration des migrants: plutôt rapide

Au-delà des impressions subjectives, les statistiques apportent des éléments d'information concrets

---

Jacques Guyaz - 10 June 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27726>

Le rôle de l'Office fédéral de la statistique (OFS) n'est pas d'interpréter les chiffres qu'il publie, mais de mettre à disposition des données aussi fiables et précises que possible, à charge pour les intéressés, qu'ils soient journalistes, universitaires, politiques ou simples curieux, d'en tirer analyses et commentaires. Mais l'OFS publie une véritable avalanche d'informations qu'il n'est pas toujours aisé d'assimiler.

Il en va ainsi des données concernant, pour reprendre la terminologie de l'OFS, [«l'état de l'intégration de la population issue de la migration»](#), autrement dit l'un des sujets qui font l'objet d'une

dramatisation permanente de notre vie politique. L'OFS ne propose pas moins de 68 indicateurs pour mesurer l'intégration des migrants, tout en précisant que 33 d'entre eux sont véritablement importants.

Impossible de les traiter tous, mais plusieurs d'entre eux livrent des indications significatives sur l'intégration de la deuxième génération d'immigrants.

Prenons la part de la population qui touche des bas salaires, soit une rémunération inférieure aux deux tiers du salaire médian. Dans notre pays, 14,9% des salariés sont dans cette situation. Ce taux est de 12,4% chez les

autochtones. Il se monte à 19,9% dans la première génération d'immigrants et il tombe à 14,8% dans la seconde génération, dont le taux de pauvreté se rapproche ainsi fortement de celui de la population helvétique traditionnelle.

Pour le [chômage](#), l'évolution, bien que moins nette, est similaire. Le taux de chômage global se monte à 4,4% en 2013 et à 2,7% pour la population *«non issue de la migration»*. 7,5% des migrants de la première génération sont sans emploi et le chiffre tombe à 6,1% pour la deuxième génération. Ces chiffres sont bien sûr difficiles à interpréter. Un indice toutefois: plus le

niveau de formation est élevé dans la deuxième génération des migrants et plus le chômage est bas. Le chiffre n'est que de 3,6% pour les *Secundos* avec une formation dite «*tertiaire*», à savoir ayant fréquenté une haute école, contre un peu moins de 2% pour les Suisses à la formation identique. Les situations, là aussi, se rapprochent.

Dans la [maîtrise d'une des langues nationales](#), les résultats sont spectaculaires. Chez les migrants de la première génération, 69,1% maîtrisent l'une de nos trois langues alors que le taux est proche de 100% pour la deuxième génération. Ce résultat semble évident. Les enfants des migrants ont tous fréquenté nos écoles, mais comme le disait Talleyrand, si cela va sans dire, ça va encore

mieux en le disant.

Une baisse très significative concerne les jeunes [quittant prématurément l'école](#). Pour la première génération, autrement dit ceux qui sont arrivés en Suisse avec leurs parents, le taux de départ prématuré de l'école est de 17,5% contre 3,1% pour les autochtones. A la deuxième génération, il tombe à 7,9%.

Il arrive aussi que les statistiques soient mal interprétées. Ainsi, [20 Minutes](#) a fait récemment grand cas du fait que les noms de famille les plus répandus dans le canton de Neuchâtel étaient d'origine portugaise. Or [l'indicateur](#) spécifie que les dispositions portugaises, qui prévoient que chaque individu porte quatre noms de famille, ont été

appliquées. La prévalence des Da Silva sur les Jeanneret et autres Dubois est donc à relativiser.

Ces indicateurs montrent une intégration plutôt rapide des populations migrantes, qui ne se distinguent guère à la troisième génération des Suisses de plus longue date: helvétisation achevée. Les Albanais et autres Kosovars en sont une illustration, et non seulement dans le football. Nous commençons à voir dans les rues de nos villes des entreprises Hoxha ou Berisha. Des noms typiquement albanais font leur apparition dans les organigrammes des banques et des sociétés immobilières, pas encore au plus haut niveau bien sûr. Mais l'intégration est en marche, souterraine et continue, n'en déplaise aux grincheux et aux populistes.

## La Métropole lémanique est toujours une coquille vide

Le voyage à Berne des deux gouvernements genevois et vaudois masque le manque de volonté politique de créer la Métropole lémanique

---

Michel Rey - 12 June 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27741>

*«La Métropole lémanique est un espace de synergies permanentes. Nous avons des positions communes et des intérêts convergents sur des dossiers politiques importants comme la péréquation financière, la réforme de l'imposition des entreprises, le franc fort, ou l'immigration.»*

C'est ainsi que [François](#)

[Longchamp](#), président du Conseil d'Etat genevois, a justifié le déplacement des gouvernements vaudois et genevois à Berne, leur rencontre avec les élus fédéraux des deux cantons et le buffet dînatoire qui a réuni quelque 300 personnes provenant du monde politique, de l'administration fédérale et de la presse.

Les deux cantons sont venus à Berne à l'enseigne de la Métropole lémanique pour montrer leur unité au sein de la Confédération. On relèvera que Genève et Vaud, comme tous les cantons, cherchent à défendre leurs intérêts dans les domaines qui font l'objet de débats aux Chambres fédérales (fiscalité, transports, immigration). Comment